

La crise du Covid 19 fait entrevoir un avenir baroque pour l'école

« *Que les choses continuent comme avant,
voilà la catastrophe* ».
Walter Benjamin

Il y a vingt ans, l'OCDE avait distingué six *scenarii* pour l'avenir de l'école sur la planète à l'horizon 2030, allant depuis le simple *statu quo* à son effondrement et la disparition complète de l'école formelle. Ces *scenarii*, plus ou moins crédibles, étaient notablement différents les uns des autres et semblaient même antinomiques entre eux. Deux décennies plus tard, aucun d'eux ne s'est réalisé, ni affirmé sur les autres, on peut dire que nul ne fait la course en tête, mais des éléments majeurs composants chacun d'eux ont pris de l'ampleur. La prospective ne cherche pas à faire des prévisions toujours démenties dans les faits, Sur du long terme, de l'ordre d'au moins trente ans, elle tente de déterminer les différents chemins discernables pour les évolutions futures afin d'inviter les acteurs et les décideurs à agir en temps utile, notamment quand se présentent des bifurcations potentielles. Avec la crise de la Covid 19, nous sommes face à un tel moment planétaire où vont se prendre dans chaque pays des décisions engageant l'avenir de l'école.

L'OCDE vient de recommencer cet exercice de prospective, cette fois pour l'horizon 2040¹ et il mérite d'être considéré. Les experts de cette instance internationale ne distinguent plus que quatre *scenarii* et je les trouve assez proches les uns des autres. En effet, tous incluent des systèmes hybrides et accordent une place plus ou moins grande à de la privatisation ; ils portent un intérêt conséquent à l'enseignement à domicile ainsi qu'à l'éducation informelle ; ils évoquent un certain degré de décentralisation des systèmes scolaires et la responsabilité effective des diverses communautés. Seul le poids relatif de tous ces facteurs distingue entre eux les quatre *scenarii*.

Actuellement et sans doute encore pour longtemps, chaque pays conserve la spécificité de son système éducatif. Pourtant, sur les 20 ans passés, on discerne une lente convergence autour de plusieurs caractéristiques générales des systèmes éducatifs. Ces rapprochements semblent voués à se poursuivre comme si, demain, d'un pays à un autre, des différences existeront encore mais seulement sous la forme de nuances. Cela mérite réflexion car les impacts futurs de la crise actuelle conduisent aujourd'hui à des bifurcations, à faire des choix

¹ *Back to the future of Education*, septembre 2020. Je note que l'horizon temporel fixé cette fois est de seulement 20 ans, ce qui interpelle : ont-ils considéré comme étant impossible de formuler la moindre hypothèse au-delà ?

V₁

lourds de conséquences sur le long terme. Actuellement, dans les faits, en France ces choix se font sans débats autres qu'idéologiques, donc répétitifs et très convenus.

Depuis sept mois la crise passe l'école au scanner.

Durant l'année scolaire à peine commencée et qui s'annonce hachée, très bousculée, les adaptations locales vont abonder ; de quelle façon ces évolutions vont-elles se stabiliser... si elles arrivent à le faire ? À quoi va ressembler l'ensemble scolaire progressivement constitué de pièces bigarrées ? Un système baroque va donc succéder à un système uniforme.

Depuis février, la crise fonctionne comme un scanner pour l'Éducation nationale avec des focales différentes selon les périodes, les trois premières de deux mois chacune : confinement, déconfinement, vacances apprenantes, puis actuellement la rentrée de septembre qualifiée de *normale* (les mots perdent leur sens !). Leur point commun c'est l'impréparation et je crains que cela se poursuive. Nous sommes seulement dans des simulacres.

Avec cette quatrième séquence, nous disposons déjà de quatre vues distinctes de la situation de notre système éducatif et d'autres viendront encore. Progressivement tout est mis à plat. Rien n'échappe à l'éclairage cru mis par la crise sur les pratiques pédagogiques ordinaires et sur les nouvelles. Par ailleurs, d'une certaine façon, la Covid 19 rend aussi plus lisible la politique à long terme du ministre c'est-à-dire la mystérieuse école qu'il veut dessiner. Les questions taboues² sortent une à une de dessous le tapis... peut-être en attendant d'y retourner, qui sait, puisque certains y tiennent et poussent en ce sens ?

Depuis la rentrée scolaire il y a seulement quatre semaines de cela³ ce n'est pas l'ampleur du nombre de *clusters* qui fait peur. En effet, un peu plus de 1 150 classes fermées c'est peu : il y a plus de 60 000 écoles et établissements secondaires ; *idem* pour les quelques milliers d'élèves testés positifs sur 12 millions, et un peu plus de 1 000 personnels sur plus d'un million. Tout en augmentant régulièrement, c'est encore très peu et reste, pour l'instant, en dessous de 0,5%. Quantitativement, il n'y a donc rien d'objectivement effrayant, un peu seulement en tendance. Toutefois, on observe que les établissements scolaires et plus encore les universités deviennent les principaux foyers de contamination (32% des *clusters* en cours d'investigation). La taille de ces foyers va de trois unités à plusieurs centaines dans des universités où l'on s'attend encore à de forts développements tout au long du mois d'octobre. Bravo les étudiants dit *l'étudiant à vie* que je suis ! Incroyable mais vrai, ce sont les étudiants de deuxième année de médecine avec leurs traditions d'intégration festive qui sont à l'origine des plus gros *clusters*, suivis des élèves d'écoles d'ingénieurs.

² Alain Bouvier (2019) : **Propos iconoclastes sur le système éducatif français**, collection Au fil du débat, Paris, Berger-Levrault

³ Au moment où j'écris ce texte.

V₁

En fait, c'est la menace aveugle qui fait peur puisque chacun peut être soudainement concerné, sans signe annonciateur. Les *clusters* sont la galère des parents et génèrent l'inquiétude des personnels, accentués par la crainte potentielle de confinements et de reconfinements à répétition. Fantôme ou réalité ? Les préfets ne sont pas inactifs : au 14 septembre ils avaient déjà pris 3 000 mesures restrictives et il est bien difficile de dire vers quoi l'on va. Nous restons tous suspendus aux avis successifs du Haut conseil de la santé publique ; peut-il en être autrement, sauf à faire du mauvais Nicolas Bedos pour ne citer que le plus médiatique des irresponsables ? Le pic d'infection est attendu par les scientifiques pour fin octobre. C'est demain. Nous allons donc vite comprendre comment la situation évolue vraiment, alors que vient déjà le temps de préparer la rentrée des vacances de la Toussaint, puis les vacances de Noël. Un confinement généralisé en France semble exclu par les pouvoirs publics. Mais en revanche il y en aura - et il y en a déjà - à des niveaux territoriaux à la suite des décisions prises par les préfets. Selon Gilles Bloch⁴ « on est face à une recirculation rapide du virus et sa dangerosité n'est pas moindre qu'au printemps ». Notons d'une part que l'ordre des médecins vient d'exprimer sa vive inquiétude pour les semaines qui viennent et appelle à la plus grande vigilance et que, d'autre part, deux prix Nobel d'économie proposent un reconfinement général du 1^{er} au 20 décembre afin d'éviter un pic de contamination après les fêtes de fin d'année. Cette hypothèse a été écartée par le ministre de la santé. Les débats font florès. On devine que des décisions lourdes de conséquences seront prises, mais on ne sait ni lesquelles ni quand.

Sur le terrain, comment se prépare – ou ne se prépare pas - cette deuxième vague qui semble s'annoncer et s'avère déjà présente dans certains pays européens ? Si l'on excepte les *vade-mecum* de la continuité pédagogique, l'impréparation de la suite est manifeste ; elle est de fait et en totalité déléguée aux établissements et aux circonscriptions. Entre eux les différences d'attitude collective sont et seront grandes et les réponses apportées dissemblables. Ce sera la caractéristique de l'année scolaire qui commence à peine et celle du nouveau système éducatif plus baroque que jamais.

Le statutaire arrive, certains vont se réjouir !

La bureaucratie est ma muse et ma muse m'amuse ! Je ne m'en lasse pas.

Comme cela vient d'être affirmé lors d'une table ronde à l'Assemblée nationale, la coopération entre enseignants, l'une des clés de l'enseignement en ligne là où il a été réussi n'est pas une qualité cardinale habituelle du milieu éducatif français. Va-t-elle enfin prendre de l'ampleur ? Pour de l'enseignement hybride c'est une impérieuse nécessité, mais aussi disons-le même si cela heurte les statuquologues, pour l'enseignement en temps « normal ». Or, à proprement parler, les statuts ne prévoient rien de tel ! Ils sont là pour l'ordinaire

⁴ Président directeur général de l'Inserm.

V₁

individuel, le banal et le routinier qui tardent à revenir, ce qui ne m'attriste pas je le reconnais bien volontiers. Comme si des statuts pouvaient garantir la qualité de l'action pédagogique ! Si tel était le cas, cela se saurait et d'autres pays nous imiteraient, mais il n'y en a pas !

L'insuffisance du nettoyage des salles et des établissements peut suffire à déclencher une menace de grève. En de multiples lieux, on joue avec le droit de retrait des personnels qui trouvent avec la crise et les conditions sanitaires de nouvelles raisons de l'exercer alors qu'ils n'en manquaient guère jusque-là, leur palette étant large. On a même vu dans le second degré des menaces de grève si un personnel de direction supplémentaire n'était pas nommé pour accompagner les enseignants contraints à faire de l'enseignement à distance. En particulier, la cantine est devenue le lieu de tous les risques, l'endroit le plus fragile qui pousse certains établissements à faire plusieurs services, ce qui bouscule tout, notamment les emplois du temps, sujet ô combien sensible.

La première circulaire qui vient de paraître (évidemment de plusieurs pages !) porte sur la gestion des personnels pour le télétravail. Ce n'est qu'un début qui, en fait, ne concerne pas les enseignants, mais tous les autres acteurs. Plusieurs vont donc venir. Après le règlementaire, le statutaire arrive et, pour la France, cela n'a rien de surprenant, c'est la nature profonde du pays, surtout dans les fonctions publiques.

Gageons que les questions statutaires vont occuper une place centrale dans le Grenelle des professeurs annoncé par le ministre. Ce sujet étouffera toutes les considérations pédagogiques qui devraient pourtant occuper la première place tant la situation est nouvelle, sans réel précédent et non préparée jusque-là. Ce serait donc le moment propice pour que le milieu pédagogique montre son professionnalisme et sa capacité d'initiatives et d'innovation. Je note avec un vif intérêt que la principale organisation syndicale de statuologues vient de reconnaître que « au-delà de l'urgence sanitaire nous sommes face à un défi pédagogique inédit ». Oui, vous avez bien lu, le terme *pédagogique* a été employé ! Encore quelques mois et l'ingénierie pédagogique fera son apparition dans leurs propos. On progresse, mais très lentement !

Une série de questions qui font sens

Sorte d'inventaire à la Prévert, ces questions sont posées ci-dessous en vrac. Elles sont déjà anciennes mais taboues, or la Covid 19 les place aujourd'hui sous de cruels projecteurs, sans pitié, nous l'avons vu dans mes précédentes chroniques⁵.

⁵ Elles sont librement accessibles sur les sites *d'Horizons publics* : <https://www.horizonspublics.fr/> , de la *Mission laïque française*, <https://www.mlffmonde.org/> ; *d'Éducation & Devenir*, <https://www.educationdevenir.net/>. sur *Linkedin* et sur plusieurs sites francophones

V₁

Selon une enquête d'une fédération nationale de parents d'élèves (PEEP), la rentrée de septembre est considérée comme satisfaisante par 79% des adhérents, mais les mêmes estiment que le registre sanitaire a été déficient alors que c'est lui, actuellement, qui pilote presque tout. A-t-on le moindre espoir qu'il soit bientôt amélioré ? J'en doute, je ne vois aucun signe l'annonçant car les collectivités territoriales dont cela dépend disent qu'en termes de ressources humaines et matérielles elles sont au taquet. Selon une autre fédération (FCPE), les parents se sont investis pendant le confinement, plus que jamais, notamment ceux qui font le choix de l'instruction dans la famille⁶. Mais ils s'inscrivent dans « une logique du *chacun pour soi* » peu compatible avec les finalités collectives données à l'école de la République et auxquelles souscrivent en grand nombre les enseignants. Sur ce plan, la crise peut avoir fait des dégâts conséquents, en clivant les positions des uns et des autres et en accentuant des attitudes bien ancrées, malgré les nombreuses alliances qui se sont nouées.

L'évaluation est un sujet très polémique par temps calme dans le milieu éducatif français. Or la crise s'en mêle et dérange un peu plus les professeurs cette année en raison d'une nouveauté. À l'occasion des évaluations de rentrée, par tradition décriées par beaucoup d'enseignants⁷, des questions ont été posées aux élèves sur leur vécu pendant le confinement. C'est même un scandale ! Imaginez que des élèves se mettent à raconter certaines pratiques de leurs professeurs durant cette période ! Où va-t-on ? On sait bien que cela fait partie de ce qui doit rester sous le tapis alors que, nous l'avons vu dans d'autres chroniques, le roi est désespérément nu. De plus, je note que depuis la rentrée, pour les élèves soudainement tenus de rester chez eux quelque temps, il est très difficile d'obtenir que les enseignants acceptent d'être filmés à leur profit pendant qu'ils font classe. Que faire face à cette fragmentation non assumée ? Hypocritement on ferme les yeux ? Que ces élèves isolés et leurs parents se débrouillent !

Les équipes pédagogiques qui s'engagent fortement depuis la rentrée le font discrètement, à bas bruit, car elles se méfient autant des réactions de leur hiérarchie que de certains de leurs collègues, les « grandes G... » de la salle des professeurs, qui ne sont pas nécessairement les plus actifs face aux élèves. Leur attitude tyrannique cherche à masquer le moins glorieux de leurs pratiques, c'est un classique dans toutes les organisations. Des enseignants m'ont même raconté que pour entraver le travail des plus dynamiques, certains ayant les codes d'accès utilisent des *trolls*⁸. Ce n'est pas glorieux ! Je note aussi que dans l'enseignement secondaire, très peu d'établissements se sont dotés d'une salle des professeurs virtuelle ; pour moi, cela en dit long sur la profession. En attendant, en de nombreux lieux on voit des équipes pédagogiques, surtout dans des lycées et LP, qui « se *shootent* à la normalitude » ; en effet, beaucoup d'enseignants disent : « tout est normal, donc on fait

⁶ Tant que la loi française ne l'interdit pas, ce qui ne sera pas sans poser des problèmes constitutionnels. Nous verrons ce qui sera finalement voté en 2021.

⁷ Cela mériterait une longue analyse qui n'a pas sa place dans cette chronique. Je l'ai faite dans mon dernier livre : *Opus. Cit.*

⁸ En argot Internet, un *troll* est un message sur un forum qui vise seulement à générer des polémiques.

V₁

comme avant » pour éviter de voir ce qui s'annonce, un peu comme Trump l'a fait pendant des mois. On a vu le résultat !

Dans le cas où il faudrait proposer aux élèves des activités autres que celle prévues en classe, notamment s'il devenait nécessaire de dédoubler des groupes pour des raisons sanitaires – et cela semble s'annoncer - est évoquée la possibilité de faire appel aux 2S2C⁹ auxquels le ministre semble tenir au point de les avoir qualifiés « d'avenir de l'école ». Cette idée est mal vécue par les collectivités territoriales et les associations qui ne s'estiment pas en mesure de financer des intervenants et d'autres dépenses annexes, ainsi que par les enseignants qui voient là une forme insidieuse de privatisation de l'enseignement.

Peut-on mettre plus de clarté sur les mesures annoncées d'une part pour le sport en général avec différents interdits et d'autre part au niveau scolaire pour l'EPS, notamment concernant les gymnases et les piscines ? Entre cadre national très général et mesures locales précises arrêtées par les préfets et les ARS, le grand public, les parents en particulier, ne comprennent pas et ne savent pas à quoi s'attendre. Les enseignants non plus. Il n'est pas sûr que le commun des mortels ait bien saisi ce que sont les *zones d'alerte renforcée* et quelles en seront les conséquences pratiques pour eux et leurs enfants. Peut-être doit-on attribuer les incompréhensions à des chocs de cultures entre des mondes différents : la société civile, le secteur de la santé et l'Éducation nationale.

La révélation de l'illectronisme

Le terme « illectronisme », désormais entré dans les dictionnaires est une contraction « d'illettrisme », cette plaie contre laquelle nous luttons depuis 30 ans déjà, et « d'électronique ». Ce nouveau fléau, a été révélé par la crise et s'avère de grande ampleur en France. Le nombre des personnes concernées est, au bas mot, de l'ordre 13 millions d'individus, mais si l'on ajoute ceux mal à l'aise avec ces usages et qui s'en dispensent, cela monte à 19 millions de personnes, plus de 25% de la population tous âges confondus, ce n'est pas rien. Pour le Sénat, 14 millions de Français seraient en difficulté. Ces différentes estimations donnent un ordre de grandeur de ce phénomène peu pris en compte jusque-là.

Contre cet état de fait, une lutte organisée s'impose ; comment la mener ? Suffira-t-il de quelques mesures classiques comme la création d'un nouveau Bac professionnel « médiation numérique » ? De brandir une Éducation nationale 2.0 ? De généraliser le test

⁹ Sport, santé culture, civisme, déjà évoqué dans mes précédentes chroniques, mais qui peine à se développer.

V₁

PIX¹⁰ ? De rendre gratuit le PIX pour les enseignants ? Non, bien sûr. Tout cela est utile, assurément nécessaire, mais le *marketing*, seul, ne suffira pas. Une réaction systémique doit s'imposer sur du moyen terme. Les futurs États généraux du numérique éducatif vont-ils permettre de progresser en matière de stratégie, de méthodologie, d'outils, de formations, de cohérence, de pertinence ? Espérons-le, puisque pour les systèmes scolaires, il semble que la traversée de la crise se soit mieux passée dans les pays où les usages du numérique étaient répandus dans la société civile et à l'école, là où la culture numérique était la mieux installée, comme cela vient d'être confirmé par Éric Charbonnier, fin connaisseur de la situation mondiale.

En France, soudainement tout le monde se préoccupe de mettre fin à l'illectronisme, notamment le Premier ministre qui veut résorber la fracture numérique et a présenté pour cela des mesures au sein du *plan de relance*, mais aussi des commissions parlementaires dans les deux Chambres. Par exemple, de son côté, le Sénat a formulé des recommandations. L'audition récente à l'Assemblée nationale du directeur du numérique éducatif et du directeur du CNED a révélé aux députés le manque de « culture du numérique » à l'Éducation nationale malgré, pendant les trente années précédentes, une foison de mesures ponctuelles et couteuses. Donc, vive la crise ! Les langues se délient enfin. Michel Reverchon-Billot¹¹ a précisé que pendant la période du confinement : « on n'a pas fait de l'enseignement à distance, mais on a essayé de mettre à distance de l'enseignement en présence en renvoyant à la responsabilité personnelle de l'enseignant alors qu'il aurait fallu jouer collectif ». Pour sa part, Jean-Marc Merriaux¹² a fait observer que « les outils utilisés pour la continuité pédagogique n'ont pas été ceux destinés à l'acquisition de nouvelles connaissances et compétences, mais à la consolidation des acquis ». On voit donc le chemin culturel et méthodologique qu'il reste à parcourir, malgré les 11,5 millions de classes virtuelles utilisées, avec plus ou moins de bonheur, pendant les six mois écoulés. Espérons que les prochains États généraux permettront d'avancer significativement sur ce sujet.

Alors, que va-t-il se passer en cas de nouveaux confinements en grands nombres même de courtes durées ? Sur le terrain, qui se prépare ? Qui est prêt pour affronter les mois qui viennent ? On devine que l'engagement de chaque établissement et de chaque circonscription sera essentiel, mais au risque de voir s'accroître encore les différences socio-culturelles.

Recteur Alain Bouvier

¹⁰ Issue d'une *start up* d'État au sein de l'incubateur interministériel de services numériques créé en 2006, aujourd'hui PIX est un Groupement d'intérêts publics (GIP) qui propose un service public en ligne, gratuit et ouvert à tous pour évaluer et développer les compétences numériques. C'est un outil de formation et de certification qui se place dans le cadre de référence européen. Tous les établissements secondaires sont désormais concernés et, avant cette rentrée scolaire, plus d'un million d'élèves l'avaient déjà utilisé.

¹¹ Directeur du CNED

¹² Directeur du numérique éducatif

V₁

Professeur associé à l'université de Sherbrooke
6 octobre 2020